

# débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 184 10 janvier 2008

Contact-abonnement-désabonnement : [debatmilitant@lcr-debatmilitant.org](mailto:debatmilitant@lcr-debatmilitant.org) | Site : [www.lcr-debatmilitant.org](http://www.lcr-debatmilitant.org)

**Comité de coordination** : Charles Boulay, Jean François Cabral,  
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

## Face à la crise mondialisée de la « *civilisation* » du profit, l'urgence sociale et démocratique

**D**evant le parterre de journalistes qu'il avait réunis pour leur livrer le « *sens* » de sa « *politique de civilisation* », Sarkozy y est allé de sa réponse à la situation économique. Oubliant le temps pas très lointain où il nous promettait d'aller « *chercher le point de croissance* », il a réaffirmé sa prétention à moraliser le capitalisme financier, ajoutant que la France ne se laisserait pas faire « *face à la montée en puissance des fonds spéculatifs extrêmement agressifs et des fonds souverains qui n'obéissent à aucune logique économique* ». Et il a désigné la Caisse des Dépôts et Consignations comme « *instrument de cette politique de défense et de promotion des intérêts économiques primordiaux de la nation* ».

Une annonce aux relents protectionnistes qui n'a pas d'autre objectif, comme l'ensemble de sa prestation, que de tenter de prolonger un bluff populiste qui prend l'eau de toute part, incapable d'apporter le moindre début de solution à la situation de crise économique dans laquelle le monde entier s'enfonce.

Avec les bourses en baisse, la hausse du pétrole et des matières premières, une crise des « *subprime* » dont les effets n'en finissent pas de se répercuter, un dollar en baisse..., le début de 2008 s'inscrit, tout le monde peut le constater, en droite ligne de 2007, dans une crise qui touche l'ensemble de l'économie mondiale, et qui obéit, contrairement à ce que prétend Sarkozy, à une « *logique économique* » bien précise.

« *Fin de parti pour l'économie mondiale* », « *Fatal freinage aux Etats-Unis* », « *Dollar et dépression* »..., ces quelques titres de la presse économique de ces derniers jours suffisent à montrer à quel point les économistes de la bourgeoisie prennent la menace au sérieux, multipliant les analyses pour tenter d'en prévoir l'évolution. Les capitalistes craignent pour leur fortune, tout comme ils craignent les effets politiques des répercussions sociales de la crise, et voudraient se rassurer, à défaut d'être en mesure de la conjurer.

Mais pour des millions de travailleurs du monde entier, la crise, c'est dès maintenant l'aggravation de l'exploitation, du chômage, de la misère.

Aussi la question qui se pose à nous n'est pas tant de prévoir quelle sera l'ampleur de la crise, ni son calendrier, ce d'ailleurs dont personne n'est réellement capable, que de définir une politique pour le mouvement ouvrier pour y faire face.

### Une crise du crédit mondialisée par la spéculation

Les Etats-Unis, et l'ensemble du monde à leur suite, ont connu, depuis 2003, après la fin de la crise des « *nouvelles technologies* », une phase de croissance et d'euphorie financière qui est en train de prendre fin. La crise du crédit immobilier « *à risque* », aux Etats-Unis, qui a éclaté en août 2007, et dont

les effets se sont étendus comme une traînée de poudre à l'ensemble du système financier international, frappant les banques comme les bourses, a été une des premières manifestations, particulièrement brutale même si elle était annoncée, de ce changement de conjoncture.

Dans les pays industrialisés, et particulièrement aux Etats-Unis, la phase de croissance en train de s'achever est aussi celle du transfert de toute une partie de l'appareil productif et des investissements correspondants dans les pays à bas coût de main d'œuvre, particulièrement la Chine. Pour les grands groupes financiers et industriels, cela s'est traduit par d'immenses profits, des masses considérables de capitaux à la recherche de placements ; pour les salariés et la population laborieuse en général, par une baisse générale des revenus.

L'existence d'une quantité importante de capitaux disponibles, ne trouvant pas à se placer dans les investissements productifs, a permis aux institutions financières de multiplier les facilités de crédits aux familles, même les plus pauvres. Une occasion de faire fructifier leurs capitaux en captant, sous forme d'intérêt, une partie des revenus des travailleurs et de la population, tout en gonflant artificiellement le marché solvable, réduit par la baisse globale du pouvoir d'achat.

C'est dans ce contexte que se sont développés les crédits « subprime », prêts accordés à des familles à faible revenu pour l'achat de leur maison, et garantis pas des hypothèques.

Avec des prix de l'immobilier qui flambaient et un crédit bon marché, l'opération s'avérait particulièrement juteuse pour les organismes de crédit. Pour les acheteurs eux-mêmes, tant que le prix des maisons grimpait plus vite que le coût de remboursement de l'emprunt, tout allait bien, ils pouvaient même se considérer comme « riches » : il y avait, disaient les économistes, un « *effet richesse* »...

Mais la surchauffe du marché de l'immobilier n'a eu qu'un temps. L'effondrement des prix de l'immobilier, des mensualités de remboursement en hausse alors que les revenus réels des personnes endettées ne cessaient de diminuer, ont eu raison du système des « subprimes ». Des millions de familles se sont retrouvées dans l'incapacité de faire face à leurs échéances. Les organismes de prêt immobilier à « risque », eux, se sont retrouvés à la tête de créances irrécouvrables, ou avec des maisons, saisies par hypothèque, sans valeur sur un marché saturé. La plupart ont été contraints à la faillite, leurs salariés jetés au chômage.

Au fond de la crise des « subprime », il y a une crise classique du capitalisme, la fin d'un cycle de croissance du secteur immobilier américain dont le marché, après une dernière surchauffe, est arrivé à saturation et s'est effondré.

Les crédits « subprime », s'ils ont peut-être retardé cet effondrement, en ont par contre aggravé la brutalité. Ils ont aussi contribué à répercuter cette crise à l'ensemble des institutions financières internationales, avec une ampleur sans commune mesure avec l'importance des pertes réelles.

Les raisons de cette propagation et de cette amplification viennent du fait que pour assurer le financement de leurs prêts, les organismes de « *subprime* » ont « titrisé », transformé en titres financiers, les dettes de leurs clients. Ces titres, ils les ont vendus à d'autres organismes financiers, banques, assurance, fonds, qui y ont vu la possibilité d'utiliser une partie de leurs capitaux disponibles et de prendre leur part dans l'exploitation, particulièrement juteuse, de la dette des plus pauvres.

Avec la crise des « *subprime* », toute une partie de ces titres a perdu sa valeur, propageant la crise à l'ensemble du système bancaire international. Et comme ces titres, de la même façon que les actions ou les obligations sur le marché boursier, avaient fait l'objet d'une spéculation effrénée, les sommes investies par leurs détenteurs pour les acquérir dépassait largement la valeur les dettes qu'ils étaient censés représenter, constituant une bulle spéculative dont l'explosion a démultiplié les pertes. On estime actuellement à 400 milliards de dollars les pertes financières subies par le système bancaire international du fait de la seule crise des « *subprime* ».

Mais la crise ne s'est pas cantonnée aux seules institutions financières concernées par les titres de la dette immobilière des familles américaines. Dès son déclenchement, l'ensemble des bourses mondiales a chuté.

La crise des « *subprime* » et sa propagation ont brutalement mis en lumière les risques que fait courir la détention de titres de dettes - qui sont loin de ne concerner que le seul secteur de l'immobilier à risque-, au point de mettre en péril des banques jusque-là considérées comme des monuments de stabilité et de fiabilité. L'opacité des transactions financières, l'incapacité des détenteurs de titres de crédit de connaître la solvabilité réelle de leurs débiteurs, ont ajouté à la panique.

La « confiance » s'est brutalement effondrée, y compris entre institutions financières. Des banques qui jusque-là se prêtaient mutuellement de l'argent à court terme pour assurer leur fonctionnement journalier, se sont mises à augmenter leurs taux, généralisant la crise du crédit. Les banques centrales ont du intervenir à plusieurs reprises, dont encore très récemment, en injectant des liquidités pour que les affaires continuent, en jouant sur les taux...

Ces mesures, destinées à rassurer les boursicoteurs, n'empêchent pas un renchérissement général du crédit, un durcissement des conditions d'obtention de prêts qui frappe essentiellement les particuliers et les petites entreprises.

## **Surchauffe économique et hausse des prix**

Cette crise du crédit s'accompagne d'une hausse du prix du pétrole, qui a dépassé récemment les 100 dollars le baril, ainsi que de celle de nombreuses autres matières premières. Ces hausses viennent pour une part du jeu de l'offre et de la demande, entre une demande internationale en augmentation du fait, en particulier, de la croissance chinoise, et une offre marquée par l'incertitude politique qui règne sur certaines sources d'approvisionnement, Irak, Iran... Mais leur ampleur s'explique avant tout par la spéculation dont elles sont l'objet.

Avec la crise, toute une partie des capitaux qui se plaçaient dans le crédit cherchent de nouveaux débouchés, de nouveaux terrains de spéculation. Le pétrole, les matières premières, dans la mesure où ils font l'objet d'une demande soutenue du fait de la surchauffe de quelques pays, comme la Chine ou l'Inde, constituent un support tout trouvé à cette spéculation, une source d'enrichissement pour tous ceux qui ont accès à cette rente.

Ces augmentations du pétrole et des matières premières se répercutent de façon importante dans le coût des produits de consommation et des services. Mais les hausses des prix à la consommation ne sont pas la simple répercussion mécanique des hausses du pétrole et des matières premières. Face à l'augmentation de rentabilité des capitaux placés dans le pétrole ou les matières premières, c'est l'ensemble du secteur de production et d'échange qui doit augmenter ses taux de profits, afin de s'assurer les capitaux nécessaires à son fonctionnement. Tous les capitalistes veulent être du festin tant qu'il en est encore temps...

Pour les travailleurs et la population, c'est une baisse supplémentaire du salaire réel, du pouvoir d'achat. Du point de vue de l'économie capitaliste, c'est un facteur de récession, d'aggravation de la crise.

## **Baisse du dollar et guerre économique**

La baisse du dollar, qui a perdu 25 % de sa valeur en cinq ans, est un autre souci important pour l'économie. Le dollar est, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la monnaie de référence mondiale, celle dans laquelle se règlent la plupart des transactions internationales. L'hégémonie incontestable que détenaient les Etats-Unis sur le plan économique international leur permettait d'imposer le dollar comme monnaie internationale, et assurait à ce dernier sa solidité et sa stabilité.

Mais, au cours des dernières années, en transférant dans les pays à bas coût de main d'œuvre, en particulier en Chine, des pans entier de leur appareil de production, les Etats-Unis ont perdu leur hégémonie industrielle et technologique. Bien des produits fabriqués aux Etats-Unis ont désormais un coût de production supérieur à ceux fabriqués en Chine, qui est devenue le premier exportateur mondial de produits manufacturés, devançant les Etats-Unis, dont s'est aggravé le déficit commercial. La baisse continue du dollar est, dans le fond, la réponse de l'économie américaine à sa baisse relative de productivité pour continuer à assurer à ses produits une part du marché extérieur face à la concurrence.

Cette baisse est un handicap pour les entreprises des pays dont la monnaie n'est pas le dollar. Dont celles de la zone euro, qui ne cesse, lui, de monter, enchérissant, dans les échanges internationaux, les produits fabriqués en Europe. C'est le prétexte avancé par Airbus pour justifier sa volonté de déplacer ses usines de production de la zone euro vers la zone dollar : après les délocalisations à la recherche d'une main d'œuvre bon marché à exploiter, les délocalisations pour cause de déséquilibre des taux de change monétaire, fermetures d'usines, chômage pour les salariés, pour garantir les profits des actionnaires d'Airbus.

C'est aussi en dollar que sont constituées les réserves de multiples fonds internationaux, comme celles des Banques centrales de pays comme la Chine, ou des pays producteurs de pétrole. La valeur globale de ces réserves baisse dans les mêmes proportions que le dollar lui-même...

L'importance du marché américain pour l'ensemble de l'économie mondiale fait que la récession qui se développe aux Etats-Unis ne peut que se répercuter dans les autres pays, et particulièrement en Chine, dont le développement actuel est essentiellement porté par la demande extérieure, celle des anciens pays industrialisés. Toute diminution des importations de la part de ces pays se traduira immanquablement par un excédent de production que le marché intérieur chinois sera incapable d'absorber. « *L'usine du monde* » entrera à son tour dans une phase de récession, avec des conséquences qui se répercuteront à l'ensemble de l'économie mondiale avec une ampleur qu'il est difficile d'imaginer.

La phase de croissance, partie des Etats-Unis, s'est manifestée sur l'ensemble de l'économie mondiale, même si c'est avec des intensités diverses. Le retournement de conjoncture aux Etats-Unis, où le marché solvable se rétrécit du fait de la baisse des revenus et du resserrement des conditions de crédit, va se répercuter bien au-delà des frontières nationales, à l'ensemble des pays de la planète. Et c'est l'ensemble de l'économie mondiale qui subira les secousses de la crise. En mondialisant la circulation des capitaux, le capitalisme a mondialisé son propre fonctionnement cyclique, tout en démultipliant les effets destructeurs...

## Pour conjurer la crise, imposer nos propres mesures d'urgence

La crise actuelle prend l'allure d'une fuite en avant vers une catastrophe que les responsables politiques et financiers sont bien incapables d'éviter.

Ils n'ont pas d'autre solution, de leur propre aveu, que les ajustements que pratiquent les banques centrales, en jouant sur les taux de crédit, ou en injectant de l'argent frais dans la machine pour essayer d'éviter qu'elle ne se gripe, mesures que la plupart des économistes de la bourgeoisie considèrent désormais comme impuissantes à juguler la crise.

Pas d'autre solution, dans ce contexte, pour les capitalistes, que la fuite en avant dans une concurrence acharnée, exacerbée pour prendre la plus grosse part du gâteau possible. Après moi le déluge, c'est le règne de l'irresponsabilité sociale absolue, la « *logique économique* » du capitalisme, d'une économie basée sur les lois du marché, la concurrence et la propriété privée financière qui donne à une minorité le pouvoir et le droit de piller la planète.

Cette logique n'a rien de fatal, elle est la conséquence d'un rapport de force social et politique. Et les réponses à la crise ne relèvent pas des taux d'intérêt ou de change mais bien du rapport de force que les travailleurs sauront imposer pour que nos vies l'emportent sur leurs profits.

Oui, la seule réponse à la crise, c'est la lutte pour nos propres revendications, en toute indépendance de classe, sans craindre de remettre en cause les fondements du système lui-même, sans craindre de prendre le mal à la racine, la propriété privée capitaliste.

Les moyens financiers nécessaires à la satisfaction de ces revendications existent, les sommes considérables qui partent en fumée du fait de la crise le prouvent. Mais pour mettre fin à la folie spéculative, faire en sorte que les capitaux soient affectés en priorité au fonctionnement de « l'économie réelle », c'est-à-dire à la production des biens et des services nécessaires à la satisfaction des besoins de la population, il faut que nous imposions notre contrôle démocratique sur l'économie et les banques.

**Eric Lemel**



**Si débatmilitant te plait, n'hésite pas à le diffuser  
et à le faire circuler, fais le connaître à tes amis,  
propose leur de s'abonner...**